

1983 Demain est aujourd'hui

Daniel Coutant, médecin généraliste

1983-1986 Le centre de santé de St Nazaire : hier une médecine pour demain¹.

Transformer trois cabinets SMG en Unités Sanitaires de Base (USB), avec généralistes, infirmières, orthophoniste, diététicienne, animateur prévention et bien sûr personnel d'accueil... tel était le projet imaginé avec le développement du SMG à la fin des années soixante-dix. La pratique d'une médecine « lente », avec du temps de prévention, du travail en équipe, une facilitation de l'accès aux soins avec le tiers-payant pour tous, l'existence de comités d'usagers, un exercice salarié... devenait, ce 4 juillet 1983, une réalité après quatre à sept années d'existence de nos cabinets.

A l'enthousiasme manifesté par Mlle M., sous-directrice de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), que je revois adossée au réfrigérateur de l'USB Aristide

Briand, je pensais en moi même que bientôt nous n'aurions plus à parler de médecine utopique ! Hélas, c'était oublier que la CNAM était dirigée par le syndicat Force Ouvrière, hostile, comme ses alliés, les syndicats médicaux CSMF, FMF, SML et la droite, à l'expérience de Saint-Nazaire (que la gauche essayait de baptiser Centre de Santé Intégré pour être en phase avec son programme commun de gouvernement). M^{lle} M. disparut très vite de la circulation et, au nom de la défense de la médecine libérale, donc de la liberté (liberté qui s'entend comme l'interdiction pour ceux qui le souhaiteraient d'exercer autrement qu'avec paiement à l'acte), l'opposition fut farouche... L'inauguration du Centre de santé, début juillet 1983, par Pierre Bérégovoy se fit sous la protection des CRS ! Il fallait bloquer la manifestation des « libéraux » mobilisés sous la bannière d'Elisabeth Hubert, secrétaire départementale de la CSMF et future ministre de la Santé du gouvernement Chirac ! Une bande dessinée était distribuée à la population pour décrire les « médecins fonctionnaires », donnant la priorité aux réunions plutôt qu'aux malades et les adressant d'office à l'hôpital public (et non pas à la clinique privée), parce qu'incapables de les prendre en charge ! Les USB étaient rebaptisées Unités de Sabotage Budgétaire... Dans la même veine, en séance plénière, le délire d'une Conseillère générale de droite transformant le concept de « santé communautaire » contenu dans le dossier en « santé communiste » ! Le 3 octobre 1983, le journal *Le Matin* titrait : « Les pestiférés de Saint-Nazaire », etc., etc. Bien sûr, tout cela faisait plutôt rire... jusqu'à ce que Chirac, de retour au pouvoir et devenu Premier ministre, mette fin, le 31 décembre 1986, à l'expérience « faute d'évaluation »... sans dire que cette évaluation faite par des médecins de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie s'était volatilisée ! Par la suite, Claude Evin, pourtant ministre de la Santé du gouvernement Rocard, ne put en retrouver la trace...

Et aujourd'hui en 2008 ? La charte de la médecine libérale de 1927 est toujours en vigueur, l'histoire du plombier polonais remplace la bande dessinée, le terme « santé communautaire » incite un haut responsable de la Sécurité sociale à « dégainer son revolver ». On parle cependant de maisons de santé, mais libérales, curieusement sans évoquer l'article 17 de loi Bérégovoy du 19 janvier 1983 qui permet le financement d'expériences à caractère sanitaire et social. Cela obligerait à parler contenu et pratiques avant de parler structure et gros sous... ■

¹. Titre du livre écrit par Daniel Coutant et Jean Lacaze, Syros Alternatives.

